

Médias

Gerhard Zeiler quitte RTL Group

La nouvelle a surpris: Gerhard Zeiler (notre photo), le patron de RTL Group, vient d'annoncer, à l'occasion de la réunion annuelle du groupe, son départ «à sa demande» de la présidence du groupe de médias,



Photo: AP/Franka Bruns

filiale de Bertelsmann. Un poste qu'il occupait depuis neuf ans et qu'il quittera le 18 avril prochain.

Pour autant, la succession semble avoir été préparée de longue date puisqu'il sera remplacé à son poste, en avril, par un duo composé de Guillaume de Posch – fraîchement recruté au poste de Chief operating officer et en provenance de ProSiebenSat, un concurrent direct de RTL Group – et d'Anke Schäferkordt.

Le premier sera en charge des opérations hors Allemagne et de la production audiovisuelle.

Anke Schäferkordt, actuellement chef de la chaîne allemande de RTL, continuera pour sa part de diriger RTL en Allemagne et prendra la place de Gerhard Zeiler au sein du directoire de Bertelsmann où elle a fait toute sa carrière.

Gerhard Zeiler restera dans le milieu de la télévision mais souhaite donner à sa carrière un tournant plus international. Il prendra en avril la direction de Turner Broadcasting System International (TBS), filiale du groupe Time Warner et sera en charge du développement et de la coordination des activités internationales de TBS.

Vie économique

L'au revoir de la Chambre de commerce au «ministre de l'Entreprise»

Lors de sa dernière assemblée plénière du 6 février, la Chambre de commerce a rendu hommage à Jeannot Krecké «pour son engagement exemplaire en faveur du développement économique du pays». Michel Wurth, le président de la Chambre, et Pierre Gramagna, son directeur, ont tour à tour remercié leur ex-ministre de tutelle.

Le premier a mis l'accent sur la force de conviction du ministre qui «n'a jamais hésité à défendre des idées et des initiatives parfois peu populaires lorsque l'intérêt économique du pays l'exigeait». Et a également rendu hommage «à l'ouverture d'esprit, à

l'objectivité et à l'honnêteté dont Jeannot Krecké a fait preuve dans les discussions souvent difficiles menées au sein du comité de coordination tripartite» avant de le remercier pour le support qu'il a prêté à la Chambre de commerce dans la modernisation de son cadre légal.

Pierre Gramagna, directeur général de la Chambre de commerce, a lui remercié le ministre pour l'excellente collaboration qu'il a entretenue avec la Chambre de commerce dans l'exécution des très nombreuses missions de promotion économique menées à l'étranger.

La Place

Bénéfice net en fort recul pour les banques

Selon les données compilées par la CSSF, le résultat net du secteur bancaire luxembourgeois accuse, pour 2011, un recul de 23,9% à 2,906 milliards d'euros.

Un recul à mettre principalement au débit des provisions constituées pour faire face, entre autres, à la décote susceptible d'être accordée par les banques à la Grèce et à des effets non récurrents sans lesquels «la diminution du résultat net des banques en 2011 n'aurait été que de l'ordre de 15%», précise la CSSF.

Malgré cela, les banques ont su, durant l'exercice écoulé, accroître leurs revenus opérationnels récurrents.

La marge d'intérêts et les revenus nets de commissions progressent de près de 7% sur un an (soit respectivement 5,844 milliards et 3,830 milliards d'euros).

Les «autres revenus nets» chutent pour leur part, passant de 484 millions à -312

millions d'euros. «Ces revenus, plus volatils par nature, ont connu un tel retournement à cause notamment des variations de juste valeur sur les portefeuilles titres évalués au prix du marché ainsi que des pertes non récurrentes sur la vente de portefeuilles, dans des conditions de marché très difficiles.»

Conséquence, le produit net bancaire fléchit de 2% à 9,362 milliards d'euros. Sans les pertes non récurrentes mentionnées, la progression aurait été de 4%.

Les frais généraux ont pour leur part progressé de 4,5% à 4,817 milliards d'euros. Des frais portés surtout par les coûts d'intégration et de restructuration qui ont accompagné les diverses cessions et acquisitions cette année.

Le résultat avant provision recule donc de 8% à 4,545 milliards d'euros. Hors événement non récurrent, la progression aurait atteint 3%.



Photo: Pierre Matgé

Jean-Claude Juncker était, ce 2 février, l'invité de la matinée d'études InterLycées, à l'Athénée de Luxembourg, dédiée à la crise de la dette. L'occasion pour le Premier ministre de brosser les contours d'une stratégie de croissance pour l'Europe.

Pour lui, le salut réside dans le juste équilibre à trouver entre consolidation budgétaire et politique promouvant la croissance. «La croissance ne saurait être financée par un fardeau laissé aux prochaines générations et qui compromettrait les conditions de vie des générations futures».

Vie économique

Une compétitivité en manque de progrès

Selon les conclusions de la 3^e édition du rapport de l'Observatoire de la compétitivité, qui s'est penché sur l'évolution de la productivité du travail et de la productivité totale des facteurs de production sur la période 1995-2010, le pays reste une référence en matière d'efficacité mais pêche en matière de progrès technique.

Au niveau international, le Luxembourg est parmi les pays les plus efficaces servant de référence pour le benchmarking.

Conséquence, la seule façon d'augmenter la productivité totale des facteurs, et donc la compétitivité du pays, tient dans sa capacité à maintenir un rythme soutenu de croissance du progrès technique.

Une croissance qui depuis 2000 stagnait avant de connaître une chute spectaculaire lors de la crise financière. «Des efforts supplémentaires en matière de recherche et d'innovation sont donc indispensables», note l'Observatoire de la compétitivité.

Entreprises

Mpulse récompensée

La solution de paiement mobile luxembourgeoise Digicash a remporté le prix du jury lors des premiers «Accenture innovation awards Belgium and Luxembourg for financial services».

Développée par Mpulse, société luxembourgeoise spécialisée dans les paiements via mobile, cette innovation a bénéficié du soutien du gouvernement.

A partir du moment où le client a chargé l'application sur son smartphone et qu'il a enregistré son numéro de compte ou de carte, il peut effectuer des paiements auprès de différents commerçants.

Pour cela, il lui suffit de scanner un QR Code sur une facture ou sur écran et d'introduire son code PIN. Le règlement se fait instantanément. Le commerçant peut le voir apparaître en temps réel sur un téléphone, une tablette ou dans son système de caisse.

Située à Leudelange, Mpulse est dirigée par Mike Sergonne, Raoul Mulheims et Georges Berscheid. Les jeunes entrepreneurs luxembourgeois sont également les fondateurs de l'agence web Nvision. Les deux sociétés comptent aujourd'hui 37 employés.

Microfinance

Insertion professionnelle et microcrédit

Le 20^e midi de la microfinance, organisé par ADA, mettait à son menu l'insertion professionnelle des jeunes.

Appelée à disserter sur «Entrepreneuriat des jeunes: tremplin pour le développement au Sud?», Susana Pinilla, pionnière de la microfinance au Pérou, anthropologue et ancienne ministre, a insisté sur le défi que représente le taux de chômage des jeunes en Amérique latine et, de façon plus générale, dans les pays en développement. «Leur insertion requiert une action coordonnée des nombreux acteurs publics et privés, parmi lesquels les institutions de microfinance occupent une position de choix.»

Mais malgré cette position, au plus près des populations exclues des services finan-

ciers traditionnels, elles sont encore, aujourd'hui, peu nombreuses à proposer des services financiers aux jeunes, comme le prêt étudiant ou le crédit destiné à la création d'une micro-entreprise.

Pourquoi? «Si encore peu d'institutions de microfinance se concentrent sur les jeunes, c'est parce qu'ils sont des clients a priori moins faciles que les adultes: sans garantie financière ni crédibilité professionnelle. Ils nécessitent en outre un investissement de départ plus important de la part des institutions.»

Et d'appeler au développement de produits spécifiques accompagnés de services non financiers complémentaires (suivi, formation en gestion, comptabilité et entrepreneuriat...).